



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**  
Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU  
Dossier 2026-2024-PC  
[jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Marseille, le

**11 8 MAI 2026**

**Arrêté n° 2026-204-PC imposant des prescriptions complémentaires  
à la société GAZELENERGIE GENERATION dans le cadre d'essais  
de combustion au sein de ses installations situées sur le  
territoire des communes de Meyreuil et Gardanne**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône**

**Vu** la décision 2000/532/CE du 03/05/00 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux modifiée ;

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L. 181-14, L. 211-1, L. 511-1, L. 512-6-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°1381-2011 A du 29 novembre 2012 autorisant la société E.ON – société Nationale d'électricité et de thermique à poursuivre l'exploitation des installations la centrale de Provence et à exploiter la biomasse sur la tranche 4, à créer des bâtiments de stockage de plaquettes de bois sur la zone de la centrale et une aire de stockage de bois brut et un bâtiment de broyage sur la zone de la Mounine, à créer des convoyeurs, sur les communes de Gardanne et Meyreuil ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-257-PC du 20 août 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n°1381-2011 A en date du 29 novembre 2012 autorisant la société GAZELENERGIE GENERATION (anciennement E-ON, puis UNIPER) à exploiter une installation biomasse et des installations annexes au sein de la centrale de Provence située sur les communes de Meyreuil et de Gardanne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-211-PC du 20 novembre 2025 fixant les prescriptions techniques à la société GazelEnergie Generation pour l'exploitation de la centrale de Provence située sur le territoire des communes de Meyreuil et Gardanne ;

**Vu** le dossier de demande de modification porté à la connaissance du préfet par la société GAZELENERGIE GENERATION le 10 avril 2026 relatif à des essais de combustion ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 12 mai 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que la société GAZELENERGIE GENERATION est autorisée, au travers plusieurs arrêtés, à exploiter une centrale biomasse située sur les communes de Meyreuil et de Gardanne ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant sollicite une modification des conditions d'exploitation de son site pour une période limitée dans le temps afin de pouvoir réaliser des essais de combustion de bois en fin de vie à des fins de Recherche et Développement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires temporaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure contradictoire a été menée, conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, par transmission d'un courriel du 13 mai 2026 ;

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 –**

La société GazelEnergie Génération, dont le n° SIRET est 39936146800057 et dont le siège social est situé 2 rue Berthelot à Courbevoie (92), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et du dossier de modification, complété, porté à la connaissance du préfet, à réaliser au sein des installations de la centrale de Provence, située sur le territoire des communes de Meyreuil et Gardanne, des essais de combustion de bois en fin de vie.

### **Article 2 –**

La campagne d'essais de combustion se déroule sur une durée totale de deux semaines consécutives.

L'exploitant doit informer l'inspection de la date de démarrage des essais.

Six recettes (mélange de combustibles habituellement utilisés sur la chaudière P4B et de bois en fin de vie) différentes sont testées. Pour chaque recette, la part maximale en apport énergétique de bois en fin de vie dans le combustible est de 14 %.

### **Article 3 –**

La quantité maximale totale de bois en fin de vie consommée sur la période considérée est de 2000 tonnes représentant environ 11 000 m<sup>3</sup>.

Pendant la durée des essais, l'exploitant est autorisé à stocker ce bois en fin de vie sur la zone de l'ancien parc à charbon, sans toutefois dépasser la quantité maximale de bois pouvant être stockée sur la zone, à savoir 81 700 m<sup>3</sup>.

Conformément à l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral n°2024-211-PC du 20 novembre 2025, des dispositions appropriées sont prises pour éviter tout envol de poussières provenant du stockage ou lié à la manutention du bois. Notamment, l'exploitant maintient en permanence une humidité suffisante des stocks de bois sur le parc alpha.

**Article 4 –**

Le bois en fin de vie est constitué uniquement de déchets non dangereux.

**Article 5 –**

La caractérisation des déchets entrants porte sur les paramètres suivants : PCI/PCS, taux d’humidité, taux de cendres, teneurs en C, H, O, N, K, P, Cl, F, Br, S, Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V, Zn, Sn, Te, Se, précurseurs de dioxines et furanes, PCP/PCB.

Le bois en fin de vie fait l’objet d’un contrôle qualité initial effectué par le fournisseur dans le cadre de son processus qualité et de prélèvements analysés par l’exploitant sur les livraisons selon les normes EN ISO 18135 et 14780.

**Article 6 –**

L’ensemble des valeurs limites journalières d’émissions de la tranche 4 prescrites à l’article 3.2.4 dans l’arrêté préfectoral n°2024-211-PC du 20 novembre 2025 sont respectées.

En cas de dépassement des valeurs limites d’émissions journalières pour les paramètres mesurés en continu, les essais sont suspendus. L’inspection des installations classées est informée dans les plus brefs délais et l’exploitant précise les actions correctives qu’il met en œuvre pour poursuivre les essais sans nouveau dépassement des valeurs limites d’émissions journalières.

En complément aux paramètres suivis définis dans l’arrêté préfectoral n°2024-211-PC, l’exploitant réalise le contrôle des paramètres suivants aux fréquences indiquées dans le tableau :

Paramètre	Fréquence des mesures
CH <sub>4</sub>	En continu
N <sub>2</sub> O	En continu
Formaldéhyde	En continu
PCB	En semi-continu
PCDD/PCDF	En semi-continu

Pour l’ensemble des paramètres listés à l’article 9.2.1.2 de l’arrêté préfectoral n°2024-211-PC du 20 novembre 2025 et ci-dessus mesurés de façon périodique ou en semi-continu, l’exploitant assure a minima une mesure par recette effectuée lors d’une phase de fonctionnement représentative du fonctionnement normal de l’installation.

L’exploitant assure le suivi qualité des appareils de mesures utilisés conformément à l’article 9.2.1.4 de l’arrêté préfectoral n°2024-211-PC du 20 novembre 2025.

**Article 7 –**

Des campagnes de contrôle et d’analyses sont mises en place sur les cendres sous foyer d’une part et sur les cendres volantes (issues des dépoussiéreurs, filtres à manches…) d’autre part, afin de caractériser la qualité des cendres.

Les analyses doivent être réalisées sur les cendres elles-mêmes et sur les lixiviats.

Ces analyses sont effectuées pour chaque recette et portent sur les paramètres listés à l'article 9.2.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2024-211-PC et sur les PCDD/PCDF.

#### **Article 8 –**

L'exploitant réalise un rapport analysant les résultats de la campagne d'essais. A minima ce rapport doit permettre de corréler la qualité des recettes mises en œuvre aux résultats des analyses sur les rejets atmosphériques. Le rapport fournit notamment le détail de l'ensemble des résultats des analyses réalisées sur les rejets atmosphériques durant la combustion des différentes recettes (analyse en continu avec données horaires et journalières, analyses en semi-continu, mesures périodiques).

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées.

#### **Article 9 – Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la société GazelEnergie Génération des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

#### **Article 10 - Publication**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 18 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

### **Article 19 – Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
  - le maire de Meyreuil,
  - le maire de Gardanne,
  - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
  - le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côtes d'Azur,
  - le directeur du service départemental d'incendie et secours des Bouches-du-Rhône,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale adjointe**

  
**Marie-Pervenche PLAZA**